

FICHE D'ECART

Fiche n°

1

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : SON BOUSite inspecté : Gautier de GaudenneDate de l'inspection : 26 mai 2015

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur : La preuve d'une inspection annuelle pour les bacs fioul + cuvette n'a pas été fournie pour 2014.

Ecart aux dispositions de :

Art. 5 et 6 AN 4/10/2010

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

L. Bellone

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

L. CHANBRAUDResponsable Environnement

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Ces inspections ont été réalisées en interne en 2014 et en 2015 par le service maintenance, sans être enregistrées.

Cette inspection sera renouvelée et enregistrée dans les formes au cours du premier trimestre 2016.

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☒ Non ☐

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Attente rapport APAVEL'inspection le : 29/08/2016☐ Fiche soldée le :

FICHE D'ECART

Fiche n°

2

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E.ON Power

Site inspecté : Centrale de Carbone

Date de l'inspection : 26 mai 2015

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur : Le plan de défense incendie montre que les moyens (poste pompier manuel, poteaux incendie, ...) sont dans les zones d'effets $> 5 \text{ kW/m}^2$ ou $> 8 \text{ kW/m}^2$ sans démonstration particulière.

Ecart aux dispositions de : Art 42.2.3 AN 31/10/2010
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur

L. Balleu

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant
Fonction et Signature

L. CRANBRAUD
Responsable Eau-chauffage

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

E.ON France Power a décidé de réaliser la mise à jour de l'EDD de la centrale ; La commande a été passée à la société DE VIRIS et la réunion de démarrage se tiendra en janvier 2016.

Ce point particulier des dispositions à prendre pour le plan de défense incendie et dans les zones des flux thermiques > 5 et $> 8 \text{ kW/m}^2$ sera traité dans ce cadre. L'EDD mise à jour devrait être disponible au 2ème trimestre 2016

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☒ Non ☐

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Attente EDD + actions correctives

L'inspection le : 23/03/2016

☐ Fiche soldée le :

FICHE D'ECART

Fiche n°

3

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : EON Power

Site inspecté : Centre de Gandance

Date de l'inspection : 26/11/2015

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur :

Le rapport de mesures réglementaires de la
tranche 5 pour le 1er semestre 2015 effectuée par la société
Soc'Air montre de dépassements pour 5 métaux : Cu,
Mn, V, Zn et Hg.

Ecart aux dispositions de :

Art 3-2-4 et 9-2-1-2 AP 29/11/2012

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la
visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

L. Balleu

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant
Fonction et Signature

L. CHABRAUD

Responsable Environnement

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant :

(suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs
délais d'application)

Ces dépassements de VLE qui sont constatés en prenant à la demande de l'exploitant l'AP du
29/12/2012 comme référence, ont été confirmés lors du second contrôle 2015, réalisé du 15 au
17 décembre 2015.

Nous confirmons que certaines VLE (métaux et HAP) qui ont été fixées très bas dans l'AP de
2012 ne sont pas compatibles avec la réalité des émissions et de leur mesurage (limites de la
métrologie).

E.ON France Power a engagé la société ARIA TECHNOLOGIE pour reprendre la
modélisation de la dispersion de toutes les sources canalisées et diffuses, ensuite l'IEM et
l'ERS, avec l'objectif de proposer pour les 2 tranches des VLE plus élevées et cohérentes.

Compte tenu de l'avancement actuel des modélisations et de la charge de travail de ARIA
TECHNOLOGIE, les résultats de cette étude devraient être disponible au cours du second
trimestre 2016.

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☒ Non ☐

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

AHER PAC

L'inspection le :

29/08/2016

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ECART

Fiche n°

4

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : EON POWER

Site inspecté : Centrale de Grandmou Date de l'inspection : 26/11/2015

INSPECTION

Constat de l'inspecteur : L'exploitation de la zone de la machine, ainsi que de la centrale (Bâtiment plaquettes) n'est pas conforme au DDAE initial, notamment au niveau de la prévention et lutte contre l'incendie.

Ecart aux dispositions de : Art 1.3 et 1.7.1 AP 29/12/2012
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

L. Bellone

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant
Fonction et Signature

L. CHAMBAUD

Responsable Environnement

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Les adaptations constructives des installations de manutention de la biomasse ont été décidées par E.ON France Power et en concertation avec le constructeur RBL-REI en gardant toujours en référence les prescriptions de l'AP du 29/12/2012, notamment pour la prévention et la lutte contre l'incendie.

RBL-REI nous a transmis le dossier constructeur des installations livrées qui sera utilisé pour la mise à jour de l'EDD (cf. écart 2).

L'EDD mise à jour devrait être disponible au 2ème trimestre 2016.

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☒ Non ☐

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Attente PAC avec EDD par régularisation

L'inspection le : 29/03/2016

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ECART

Fiche n°

5

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : SON PowerSite inspecté : Centrale PéninsuleDate de l'inspection : 26/11/2015

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur :

Les bords périphériques de îlots ne sont pas matérialisés.

Ecart aux dispositions de :

Art 7 7.5 AP 29/11/2012

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur

L. Bellone

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'Inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

L. CHANBRAUDResponsable environnement[Signature]

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

La matérialisation des zones de stockage par îlots sera terminée courant janvier 2016.

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☒ Non ☐

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Matérialisation réaliséeL'inspection le : 29/08/2016☒ Fiche soldée le : 29/08/2016

FICHE D'ECART

Fiche n°

3

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : EON

Site inspecté : Centrale Nuclear

Date de l'inspection : 7/06/2013

INSPECTION

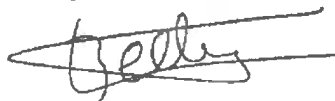
Constat de l'Inspecteur :

Non respect consigne de placement VLE 802 =
+ de 12" co de déplacement, sans mode incident.

Ecart aux dispositions de : Art 3.1.1 AP 2110 (2009)
(Indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

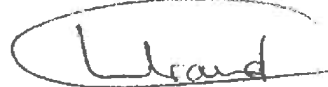
Signature de l'Inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'Inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature



Bche environnement

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

L'exploitation travaille sur "alarme défaut" en salle de commande ; ce qui a donné lieu à notre logique de procédure "Surveillance - incident".

Le 22 avril dernier, uniquement le seuil incident s'est affiché de manière aléatoire (durée < 1H avec un pas haché). L'exploitation ne l'a pas pris en compte comme un incident au sens de la procédure. L'analyse suite à votre remarque montre une mauvaise programmation de cette fonction lors du changement du système de contrôle commande de la tranche 5 pendant l'arrêt annuel 2012 - ERERSON (constructeur) est sollicité pour reprendre le programme qui donnait satisfaction jusqu'à cet événement.

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Proposition de mise en demeure	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Proposition d'arrêté complémentaire	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires :

DREAL

L'inspection le : 4/10/2013

☒ Fiche soldée le : Campagne mise à jour en 2016

FICHE D'ECART

Fiche n°

2

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant :

EON

Site inspecté :

Centrale de Provence

Date de l'inspection :

25/06/2014

INSPECTION

Constat de l'inspecteur :

Absence de preuve de la réalisation de l'état initial des tuyauteries + absence de preuve élaboration programme de surveillance -
Idem Support Tuyauteries.

Ecart aux dispositions de :

(Indiquer le référentiel réglementaire opposable)

Articles 5 et 6, Arr 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels -

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

L. Bellier

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

JF THOTIGNON

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Ecart 2 Art 6 - Arr. du 4/10/2010.

- S'agissant des masses des réservoirs et circuits de rétention :

L'état initial a été réalisé par l'APAVE le 14.12.2012.

Le programme de surveillance correspondant a été finalisé et mis en place (ci-joint le sommaire des dossiers pour preuve). Les classeurs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspecteur de IC.

- S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :

Un plan d'action relatif à l'état initial et au programme de surveillance sera transmis à l'inspecteur de IC. avant le 31/10/2014

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé

Oui ☐Non ☒

Proposition de mise en demeure

Oui ☐Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐Non ☒

Commentaires :

Ecart non levé - voir lettre conclusive

noté du 18/08/2015

rapport fosse humides restant à remettre pour solder l'écart.

L'inspection le : 24/11/2014

☒ Fiche soldée le : Rapport transmis

